

À faire la roue devant les patrons, Lepaon y perd des plumes

Après le coût de la rénovation de son appartement (105 000 €, plus 45 000 € de mobilier) et de son bureau à Montreuil (62 000 €), Thierry Lepaon aura donc touché 31 000 € d'indemnités de l'Union CGT de Basse-Normandie, lorsqu'il l'a quittée pour devenir le leader national de la CGT en mars 2013.

Pour la majorité des salariés, des chômeurs ou des retraités aux prises à des fins de mois difficiles, ces révélations ont de quoi choquer. Pour de nombreux syndiqués et militants CGT au salaire et à la carrière bloqués à cause de leur engagement syndical, ou qui subissent la répression, il y a de quoi se sentir floué.

Les fausses indignations politiciennes

Mais quand un Manuel Valls en profite pour réclamer « *l'exemplarité à tous les niveaux* », il ferait mieux de balayer devant sa porte. Le chef du gouvernement « *pro-business* » déclare être propriétaire d'un modeste F2 à Paris, alors que son appartement ferait plus de 200 m² et vaudrait dans les 2 millions d'euros. Et des scandales financiers il en a connu d'autres, et d'une tout autre ampleur, avec les amis qu'il avait choisis comme ministres. Comme en ont connu avant lui les gouvernements de droite.

Thierry Lepaon est même battu à plate couture par Marine Le Pen, la pourfendeuse des élites qui dispose d'une villa à Saint-Cloud (magnifique domaine de 5 000 m²), d'une maison près de Perpignan, de la maison familiale de La Trinité-sur-Mer et d'un appartement (qu'elle loue) à Hénin-Beaumont.

À force de singer ceux qu'il fréquente

A côté d'eux, Thierry Lepaon est décidément un petit joueur. Et bien plus petit encore comparé aux commanditaires de tous ces gens-là : les grands patrons. Les petits privilèges d'un bureaucrate ne valent rien au regard des 16,6 millions annuels d'euros d'Arnaud Lagardère, des 9,7 millions d'euros de Carlos Ghosn, et même de la « modeste » paye du patron du MEDEF, Pierre Gattaz, qui a touché 420 000 € en 2013 en tant que PDG de Radiall.

Et tous ceux-là ont bien profité d'avoir à la tête de la CGT, comme des autres centrales syndicales, des « *syndicalistes de dialogue* », passant leur temps avec eux autour des tables de négociations, et prêts à signer des compromis sur le dos des travailleurs.

L'ancien ouvrier de Moulinex n'a fait que singer ceux qu'il côtoie dans ces sommets sociaux, plus préoccupé de ses cravates et du design de son bureau que de la lutte de classe.

Une campagne peut en cacher une autre

Partira, partira pas ? L'avenir de Lepaon à la tête de la CGT est encore en suspens. Mais pour bon nombre de militants CGT de base, il est désormais clair qu'il ne les représente pas. Pire, que ses petites affaires sont un coup d'épée dans leur dos.

Car, pour tous les ennemis des travailleurs, c'est l'occasion de mener une campagne médiatique contre les syndicats.

Une campagne qui sert les intérêts du patronat, à l'heure où celui-ci réclame de « *libérer les entreprises* », de déréglementer le droit du travail, d'en finir avec les 35 heures, de banaliser le travail le dimanche et... de réduire les droits syndicaux dans les entreprises, comme c'est le cas dans les négociations actuelles entre le MEDEF et les syndicats sur la « *modernisation du dialogue social* ».

La pire des démissions

« *Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat* », avait déclaré Thierry Lepaon à la presse en février 2013. Mais le patronat en réclame bien plus. Tendez-lui la main, il vous mangera le bras...

Alors que Lepaon démissionne ou pas, qu'il soit ou pas débarqué, n'est qu'une question annexe. L'essentiel est de savoir si la direction de la CGT continuera, avec ou sans lui, à démissionner face au combat à mener contre le patronat. L'essentiel est d'en finir avec la politique des hautes sphères syndicales de « *dialogue social* » et d'accompagnement des reculs sociaux, et de reprendre le chemin des luttes. Et si le signal ne vient pas d'en haut, les militants de base des syndicats et les travailleurs peuvent toujours s'en passer.

GPEC : Gestion Pitoyable des Emplois et des Compétences

En 2013, 154 salariés ont démissionné du TCR, dont seulement 29 à l'issue d'une période de mobilité externe. Traduction : 125 salariés ont démissionné sans indemnité et sans bénéficier des dispositifs prévus par la GPEC. Parmi eux, de nombreux salariés ont vu leur demande de mobilité externe refusée car leur compétence était jugée critique.

A force de répéter que l'herbe est plus verte ailleurs et de donner une image noire du secteur, la direction a réussi à pousser des salariés compétents, souvent jeunes, vers la sortie. Un beau gâchis.

Une situation de plus en plus critique

Dans la plaquette envoyée à chaque salarié en décembre, la liste des compétences critiques a grossi au point d'occuper les deux tiers du « *Référentiel compétences* ». Sous l'effet des nombreux départs non remplacés, certains métiers sont passés de sensibles ou stables à critiques. Et la charge de travail s'en ressent.

A l'inverse, les métiers techniques des essais et des prototypes sont classés sensibles, et font les frais de la numérisation (V3P) et du choix de la direction de les délocaliser dans les RTX. La soi-disant Gestion Dynamique des Compétences vise surtout à réduire les coûts... sur le dos des salariés.

La comédie de l'employabilité

Nouveau totem des RH : l'employabilité ! Chaque salarié est appelé à être « *acteurs de son parcours et de son employabilité* ». Il faut être mobile, flexible, s'adapter... Sauf que c'est toujours l'entreprise qui fixe le cadre et qui, dans bien des cas, bloque ou impose les mobilités. Et en pratique c'est « *débrouille-toi pour trouver du travail* ». Alors oui, on veut bien être « *acteurs* », mais à la seule condition d'avoir notre mot à dire sur le scénario !

Loin des yeux, loin du cœur

La cartographie des fonctions cœur/non cœur de métier aurait-elle sombré corps et bien à la suite du départ de Billig ? Il est vrai qu'entre cœur, non cœur, sensible, critique, fonction, poste, métier et compétences, c'était une belle usine à gaz !

La direction confesse que « *cette cartographie n'a pas été mise à jour* » depuis novembre 2013, tout en affirmant que « *la réflexion Core Non Core reste une donnée d'entrée pour la réflexion stratégique mais n'est plus déclinée par métier ou fonction* ». Langue de bois, quand tu nous tiens...

Un R de folie des grandeurs

R Génération : c'est le nom du programme de 10 millions d'euros visant à rénover les locaux du Design au TCR. Les travaux commenceront en 2015. Pour la vitrine, il y a de l'argent. Et pour les salaires ?

Diapason : nouvelle région polaire

Dans certains modules du Diapason, la climatisation souffle du froid. La maintenance des équipements a été délaissée, et le système de pilotage est si complexe qu'entre détecteurs de présence, programmation centralisée et télécommandes, il est difficile d'avoir la main sur le réglage de la température. Les salariés de Cofely, en sous-effectif, font ce qu'ils peuvent. Le problème vient de la mise en prestation de la maintenance par Renault, sur fond d'appels d'offres successifs et de réduction des coûts. Dernière mesure prise par la direction : distribuer des polaires aux salariés congelés. A quand les moufles ?

Ne pas confondre repas avec repos

Avec l'arrivée de Rueil, les cantines de la Ruche sont régulièrement saturées. D'après la direction, leur capacité serait suffisante, à condition que les salariés n'y mangent pas tous en même temps. Facile à dire ! Les salariés d'Elior sont débordés et pâtissent aussi de la situation. Ce qu'il faudrait mettre au menu, c'est plus de personnel et de place dans les cantines !

Une absence remarquée

Pour la troisième année consécutive, il n'y aura pas d'avance sur la prime d'intéressement. Fin 2012, l'annonce du non-versement de cette avance avait déclenché des débrayages. Depuis la direction préfère ne rien annoncer, histoire qu'on oublie même son existence. Mais notre compte en banque est toujours là pour nous le rappeler.

Deux ans sans AGS : ça suffit !

En 2014, les ETAM ont eu 0 % d'Augmentation Générale de Salaire (AGS), les APR 0,5 % et les cadres quelques miettes. En 2013, c'était 0 % d'AGS pour les ETAM et les APR, et aucune augmentation pour les ingénieurs et cadres.

Pas question que 2015 soit la troisième année sans AGS : il va falloir le dire haut et fort !

Quand produire plus n'est pas la panacée

Les commandes de Master sont en hausse et Renault se félicite de passer la production à Batilly de 110000 véhicules à 117000 en 2015. Cela devrait être bon pour l'emploi ? Eh bien non : la direction a remercié 450 intérimaires et veut allonger la durée du travail de 30 mn/jour, augmenter les cadences et imposer des samedis travaillés. Alors que le temps de travail a déjà augmenté en 2013 suite à l'accord compétitivité, ces mesures suscitent l'indignation à la Sovab. Embaucher et répartir le travail : voilà la solution !

L'étincelle fait recette

Merci aux nombreux salariés qui ont versé à la collecte pour le bulletin *l'étincelle* il y a 15 jours. N'hésitez pas à prendre contact avec nos diffuseurs, et à consulter notre site (etincelle-technocentre.com).